

DJURDJE BOŠKOVIĆ
SUR QUELQUES PROBLÈMES ESSENTIELS
DE LA PROTECTION DES MONUMENTS
HISTORIQUES EN YUGOSLAVIE

Grâce à toute une suite de conditions favorables, de caractère matériel et historique, le territoire de la Yougoslavie est couvert par un beau nombre de monuments, témoins de la richesse du développement de la civilisation humaine dans cette partie de l'Europe, monuments qui forment en même temps le grand patrimoine national de notre pays.

La sauvegarde, la protection, la révalorisation de ces monuments, considérés en leur ensemble et comme monuments individuels, posent aussi des questions qui, n'ont pas toutes, été résolues jusqu'ici avec le même succès.

Je me permettrai donc d'exposer brièvement quelques-unes de ces questions essentielles, avec lesquelles le service des monuments historiques en Yougoslavie se trouve en lutte permanente. Je le fais avec la pleine conscience qu'un certain nombre de ces problèmes ne sont pas propres à la Yougoslavie seulement mais s'imposent souvent aussi aux services des monuments historiques d'autres pays. Donc, ils nous sont communs.

C'est tout d'abord la question de l'organisation même de la protection des monuments. Là, après la Guerre de libération on a fait un bond énorme. Avant 1945, il n'y avait en Yougoslavie qu'une seule institution spécialisée pour la protection des monuments historiques, — à Split. Aujourd'hui tout un réseau couvre le territoire du pays, comprenant, outre l'Institut fédéral, à Beograd, six instituts républicains, — à Beograd, Zagreb, Ljubljana, Sarajevo, Skopje et Cetinje, — plusieurs instituts régionaux, — à Split, Rijeka, Novi Sad et Pristina, — et un bon nombre d'institutions communales, — pour le moment 23 en tout. Cette décentralisation, qui correspond au système de la décentralisation économique et politique du pays tout entier, a de beaucoup rehaussé l'intérêt commun pour les monuments historiques et a mis en jeu les forces locales qui auparavant avaient la tendance à se débarrasser de ce souci. Mais en même temps ce système, — dont la force stimulatrice et les possibilités d'action ont déjà donné de grandes preuves de vitalité et même, jusqu'ici, de beaux résultats, — porte en soi aussi sa propre faiblesse.

Tout d'abord les institutions pour la protection des monuments historiques n'ont pas toutes les mêmes capacités, même relatives, qui correspondraient aux besoins auxquels elles doivent répondre. Cette inégalité se manifeste surtout dans le nombre et la qualité du cadre des spécialistes-techniciens, — architectes et peintres — conservateurs. D'autre part elles ne trouvent pas toutes le même appui du milieu et des autorités locales. Quelquefois celles-ci s'engagent vivement, — d'autres fois leur engagement laisse à désirer. Indépendantes enfin, telles qu'elles sont, ces institutions mènent une « politique » de protection des monuments historiques indépendante elle aussi, qui, vue en entier, a sur certains points

des traits hétérogènes.

Le même problème, considéré sous un autre angle, se pose en ce qui concerne la recherche des sources financières pour couvrir les nombreux travaux de conservation. Ce problème a été envisagé autant dans le cadre de la fédération que dans chacune des six républiques. Un fond fédéral et des fonds républicains, plus ou moins puissants, dont les revenus dérivent des impôts sur la production artistique et la publication littéraire, ont été fondés dans le but de subventionner non pas seulement la protection des monuments, mais aussi d'autres actions dans le domaine de la civilisation spirituelle et des manifestations artistiques, — festivals, grandes expositions etc. Mais ces fonds, dirigés par des représentants de la société et les acteurs les plus éminents dans diverses branches de la culture, — exigent, avec raison d'ailleurs, la participation des sources locales. Or là, on se trouve quelquefois devant des difficultés qui demandent un assez grand effort pour être surmontées. Et ce sont surtout des propriétaires de monuments, qui selon la loi devraient participer en premier lieu à leur sauvegarde, qui se montrent bien des fois presque complètement désintéressés. Ainsi, qu'il s'agisse d'un bâtiment d'habitation d'importance historique, ou d'une église, non pas seulement en ruines mais même servant encore au culte, (pourvu qu'elle ait un caractère du même genre) la charge financière est supportée en général par les fonds et par la commune. De là aussi la nécessité d'orienter les soins en premier lieu aux monuments les plus en péril. Evidemment il n'est pas toujours facile, dans ces conditions, d'affranchir complètement ce choix des tendances locales, donc subjectives.

Un problème très important, qui se pose d'une façon permanente au service des monuments historiques, c'est de devancer par les recherches scientifiques nécessaires et les travaux techniques de protection, les grandes entreprises d'ordre urbain ou régional, qui en ce moment changent avec une rapidité extraordinaire la structure et la face des villes toutes entières et même le caractère et les vues de nombreuses régions de notre pays. La construction de nouvelles lignes de chemin de fer, de nouvelles voies de circulation motorisée qui ont la tendance à cause des raisons économiques à se frayer un passage libre, même à travers les anciennes agglomérations, sans tenir grand compte de tout ce qui se trouve devant elles, — l'élévation de grands barrages qui provoquent l'inondation de larges territoires avec toutes les localités archéologiques et tous les monuments historiques qui s'y trouvent, — demandent non pas seulement un oeil vigilant, mais aussi des actions efficaces, effectuées à temps.

Les services des monuments historiques à eux seuls seraient presque complètement impuissants, s'ils n'avaient pas cherché la collaboration avec d'autres institutions, tels qu'instituts archéologiques, chaires d'archéologie et d'histoire de l'art aux universités, musées locaux etc.

Je ne donnerai ici que quelques exemples.

La construction du grand barrage sur le Danube, près de Sip, qui sera terminée en 1970, demande une exploration scientifique et la protection systématique d'un grand nombre de localités archéologiques de première importance. Il ne faut pas oublier que ce fut là, bien longtemps, que se fixa le Limes romain et plus tard byzantin, et que c'est justement sur le territoire qui sera inondé que se trouvent les vestiges de la route romaine découpée dans le rocher, avec trois grandes inscriptions, de Tiberius, de Domitien et la célèbre « tabula Traiana ». Les services des monuments historiques ont demandé ici la collaboration

de l'Institut archéologique de Beograd et de l'Institut d'architecture et d'urbanisme de la R.S. de Serbie. On forma même, dernièrement, une commission spéciale qui organisera et qui dirigera les travaux. Les questions de recherches de protection qui sont en train d'être discutées et les travaux de recherches qui sont déjà en cours, sont si importants que pour les traiter on s'est mis en contact avec les représentants des institutions scientifiques de la Roumanie — vu qu'une grande partie de la rive gauche, qui se trouve en ce pays, sera inondée aussi.

Après la catastrophe sismique de Skopje, le 26 juillet 1963, toute l'organisation du service des monuments historiques de la Yougoslavie se mit en mouvement, en collaboration avec d'autres institutions. Pourtant les graves questions de la sauvegarde des nombreux monuments endommagés ou en péril et le problème de leur inclusion dans la ville nouvelle qui va naître sur le même emplacement sont restés encore ouverts.

Pour la protection de nombreux monuments et villes anciennes du littoral la nouvelle grande route qui longe la côte adriatique pose aux Services de protection toute une série de problèmes. Voilà pourquoi l'Institut fédéral, après avoir terminé, — en collaboration avec l'Institut archéologique et l'Institut des monuments historiques de la R.S. de Monténégro, — les recherches dans la région de Stari Bar, — Antivari, — a cherché la collaboration de l'Institut des monuments historiques de la Dalmatie et de l'Institut de la ville de Dubrovnik, pour organiser les recherches systématiques de toute la région de Dubrovnik et de l'île de Hvar. Dans ces recherches participent aussi des spécialistes, professeurs et assistants aux universités de Zagreb, de Ljubljana et de Beograd.

La vie moderne dans les anciennes villes qui englobent en elles d'importants monuments du passé, ou qui se trouvent sur les emplacements même de villes antiques, — telles que Split, avec son palais de Dioclétien, Ljubljana qui se trouve sur l'emplacement d'Emona et Sremska Mitrovica sous laquelle sont enfouis les vestiges de Sirmium, — à côté de bien d'autres, — demandent une collaboration permanente avec les institutions archéologiques, qui d'ailleurs n'a pas manqué, mais dont les résultats et les demandes ne sont pas toujours rencontrés avec faveur par ceux qui ont la responsabilité du développement futur de ces villes. Là le plus difficile est de trouver une plateforme commune, favorable autant à la protection des richesses héritées du passé qu'à la vie moderne. Quoique la bonne volonté ne manque pas il n'est pas toujours facile de coordonner toutes les tendances divergentes en de résultantes communes.

Une force pour nous relativement récente, une force « moderne », commence à intervenir, ouvertement ou en sourdine, dans le complexe tout entier de la sauvegarde des monuments historiques.

C'est le tourisme.

Il est évident tout d'abord que cette force porte en soi, en principe, une énorme énergie stimulatrice. Et cette énergie qui pousse quelquefois vers les entreprises de grande envergure, qui des fois offre de gros moyens financiers, se montre aussi comme une tentatrice qui mène vers des aventures risquées dans le domaine de la conservation. La question est donc de trouver une juste mesure dans la collaboration avec le tourisme. Car ses exigences ne sont pas seulement directes et ne s'expriment pas exclusivement dans les demandes d'adaptation quelquefois non justifiées ou des arrangements dont le côté attractif est mis trop en valeur. Non. C'est aussi son esprit qui commence par ci et par là à envahir

même les personnes responsables de la sauvegarde des monuments historiques, — c'est donc son esprit qui devient un danger potentiel.

Ce danger s'exprime surtout dans le traitement d'une question de longue date, — conserver ou restaurer? Quoique la position officielle, prise par nos services des monuments historiques, est de ne pas fixer de principes trop rigides et de prendre seulement des décisions qui repondraient à chaque cas concret, — l'orientation vers la restauration et même vers la reconstruction se manifeste de plus en plus souvent et de plus en plus ouvertement.

Quand il est question de quelque monument isolé ces questions n'ont pas d'importance trop grave. Elles sont pourtant plus importantes quand il s'agit d'interventions dans le tissu urbain des villes et en général des agglomérations anciennes. On se demande quels sont les apports que notre époque a le droit d'offrir à ces monuments si complexes, qui ne sont pas seulement des représentants de notre passé mais aussi vivent encore de leur propre vie. Les réponses sont assez divergentes — et vont jusqu'aux réalisations très risquées de construction de bâtiments de forme contemporaine, — ciment armé, acier, aluminium, grandes surfaces en verre, — avec la tendance à les mettre en rapport avec les formes anciennes et l'ambiance déterminée des anciens organismes urbains. Quelques expériences qui sont en cours démontrent, — pour un assez grand nombre d'entre nous en Yougoslavie, — que les risques sont trop grands et que dans ce sens il faudrait beaucoup se modérer.

Toutes ces questions ont été traitées à plusieurs reprises aux congrès et aux symposiums, organisés par les sociétés de conservateurs, d'architectes et urbanistes et d'archéologues, dans le but de trouver une plateforme commune, pour l'avenir du moins. Quelquefois, on arrive à des résultats acceptés par tous, mais bientôt oubliés par beaucoup.

Les questions sont donc encore et toujours ouvertes et vivantes, quelquefois même de plus en plus aiguës. Et c'est seulement une des preuves de plus que la vie ne peut pas être mise dans des moules. Ni en Yougoslavie ni nulle part ailleurs.

DJURDJE BOŠKOVIĆ

ON SOME PROBLEMS BASIC TO THE PROTECTION OF
HISTORIC MONUMENTS IN YUGOSLAVIA.

SUMMARY.

In the paper discussion is centred on:
the system of organisation of the authority for historic monuments in Yugoslavia;
its means of finance;
the relation between the preservation of historic monuments and archaeology;
its relation to large-scale public works;
its relation to tourism;
the protection of entire regions of a historic character;
the protection of old towns;
the adaptation of historic monuments;
technical, scientific, and aesthetic problems.